

À partir du 10 septembre...

Austérité aggravée au nom de l'économie de guerre, marche à la guerre, démolition de nos services publics, précarité, souffrance au travail, management toxique...

La Commission Exécutive Fédérale, réunie ce jour, appelle les agent.es territoriales et territoriaux, actifs, actives et retraité.es, des collectivités, des établissements publics, du logement social, du secteur de l'eau et de la thanatologie à participer à toutes les mobilisations en cours.

La date du 10 septembre centrée sur le blocage de l'économie est dans tous les esprits. Des assemblées générales se tiennent dans tout le pays. Cette colère sociale, déclenchée par la brutalité du budget présenté par Bayrou est légitime, et les agents publics en sont partie prenante.

Le projet de budget 2026 préparé par ce gouvernement consacre 57,1 milliards d'euros au ministère des Armées – contre 32 milliards en 2017 – et devrait atteindre 64 milliards en 2027, soit un doublement en 10 ans : c'est pour cela qu'ils veulent nous voler 2 jours fériés, augmenter les impôts, allonger les délais de carence maladie et plus largement, tapent sur les salariés et sur les services publics. Un tel budget représente entre 500 et 1000 euros de pertes pour un.e salarié.e de catégorie C en un an !

Dans ce contexte, la Fédération CGT des services publics réaffirme ses revendications* :

- pour le développement et le renforcement des services publics territoriaux afin de répondre aux besoins sociaux de l'immense majorité de la population,
- pour le dégel urgent du point d'indice et sa revalorisation immédiate en le portant à 6 euros, ainsi que la revalorisation des salaires et pensions sur plusieurs années,
- pour l'abrogation de la loi dite de Transformation de la fonction publique qui remet violemment en cause nos droits et garanties statutaires,
- pour en finir avec les privatisations, suppressions et réductions des services publics,
- pour la réduction du temps de travail et la retraite à 60 ans à taux plein.

Par la mobilisation, **par la grève dans nos services**, nous pouvons rejeter les politiques d'austérité et leurs conséquences néfastes. Nous pouvons obtenir le désengagement d'un processus de guerre, et le retrait du budget de guerre de Macron-Bayrou et imposer nos revendications. **Elles répondent toutes au besoin impérieux de renforcer et développer les services publics. Elles permettront de répondre aux besoins fondamentaux de l'immense majorité de la population.**

A partir du 8 septembre, dans une situation où le gouvernement n'aura plus la moindre légitimité, les syndicats, élu.es et mandaté.es sont appelés à boycotter les instances dites de « dialogue social » afin de prioriser la construction de la mobilisation. Plus aucun élu CGT dans les instances, l'heure est à la mobilisation !

Dans ce contexte, la fédération CGT des services publics pose un préavis de grève nationale à partir du 10 septembre, jusqu'au 30 septembre pour permettre la mobilisation la plus large.

Partout, portons le débat, dans les réunions de syndiqués, dans nos commissions exécutives de rentrée, avec nos collègues, en heures d'informations syndicales.



* Retrouvez toutes nos revendications sur le site FDSP

Fédération CGT des Services publics

263 rue de Paris - Case 547 93515 MONTREUIL CEDEX

Tel : 01 55 82 88 20 mail : fdsp@cgt.fr <https://www.cgtsservicespublics.fr>